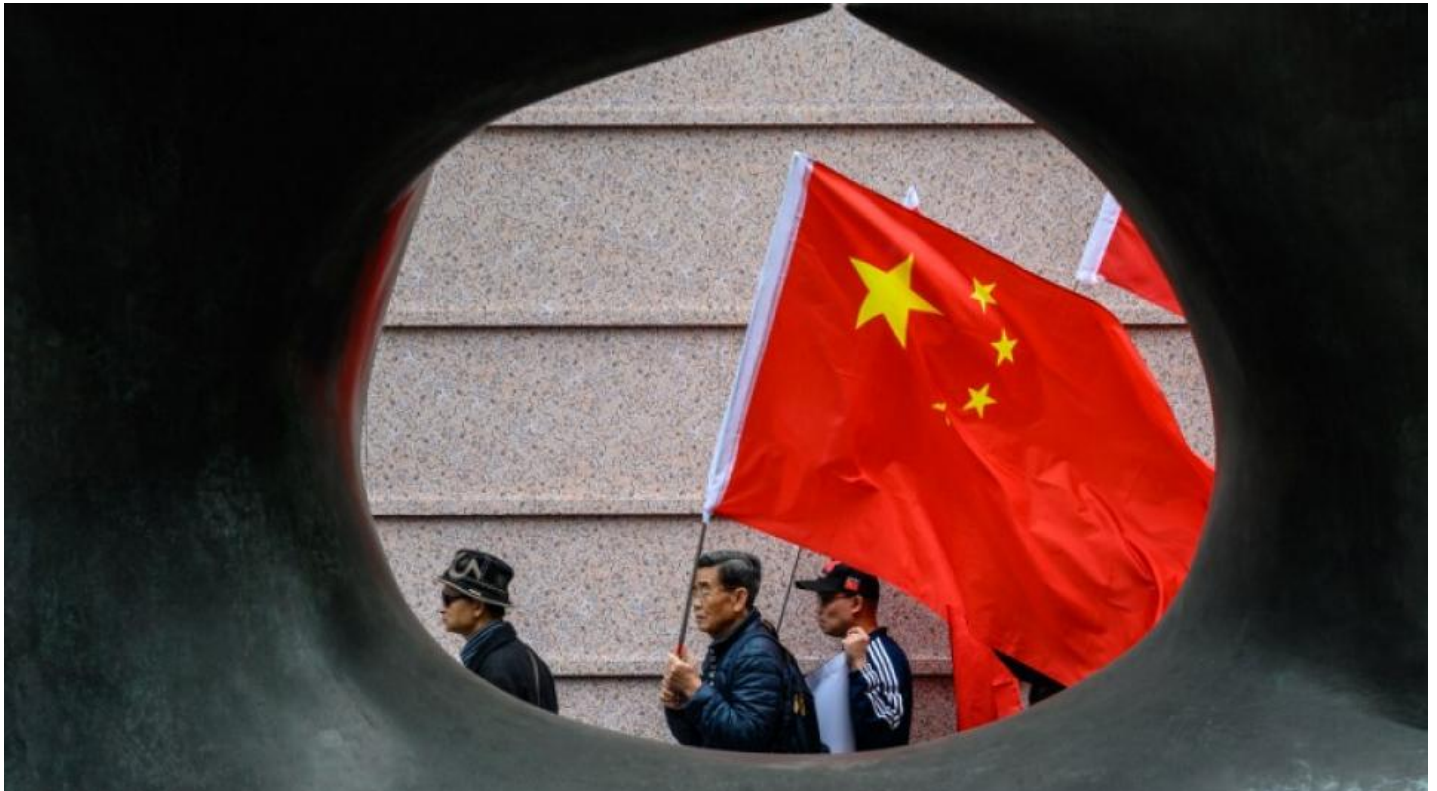


Quand les entreprises occidentales aident la Chine au fichage génétique de sa population



Les autorités chinoises se sont tournées vers une société du Massachusetts et les recherches d'un éminent chercheur de l'université de Yale pour mettre en place un énorme système de surveillance et de contrôle de ses populations musulmanes

Avec Franck DeCloquement

Atlantico : Dans le cadre de la politique chinoise de répression des Ouïghours au Xinjiang -communauté musulmane du pays - Pékin s'est lancé dans une campagne de collecte des ADN des habitants à grande échelle, afin de poursuivre les opposants au régime. Une campagne qui s'est appuyée sur la collaboration active d'une entreprise américaine « Thermo Fisher », mais également sur des bases de données fournies par un généticien de l'Université Yale, le Dr Kenneth Kidd. En quoi ce cas est-il révélateur de la problématique du transfert des hautes technologies, avec les autorités chinoises ?

Franck DeCloquement : Les affaires de transferts de haute technologie au bénéfice des visées liberticides du régime Chinois, et impliquant des entreprises américaines –plus soucieuses de favoriser leur business à l'international que de défendre des règles éthiques– ne sont choses nouvelles... On se rappellera pour mémoire de la très récente affaire « Dragonfly » (« libellule » en anglais). Du nom de code de ce moteur de recherche développé spécifiquement–et en secret–pour les besoins de la Chine par la firme américaine Google. Un dispositif technologique qui devait en outre permettre à Pékin de procéder à une surveillance massive de sa population, à des fins de contrôle social.

A l'issue de ces révélations, la Maison-Blanche avait frappé du poing sur la table à travers l'intervention de son vice-président Mike Pence. Celui-ci avait expressément demandé à Google de « mettre fin au développement de l'application Dragonfly, qui renforcera la censure du Parti communiste et compromettra la vie privée des clients chinois ». Et ceci également, compte tenu d'un climat diplomatique délétère et particulièrement dégradé entre les Etats-Unis et la Chine. Un vice-président très soucieux aussi de ne pas voir des instruments de haute technologie et de conception américaine, tomber subrepticement en de mauvaises mains, au détriment des intérêts américains en matière de sécurité nationale.

Les révélations sur l'existence de Dragonfly survenues au cours de l'été dernier, avaient suscité une levée de boucliers notable chez les associations aux Etats-Unis. Mais aussi chez des employés de la firme californienne de Mountain View elle-même, par le biais d'une lettre ouverte adressée à la direction du groupe matérialisant ainsi une révolte patente en interne contre ce projet.

De fait, Pence a assez bien résumé la problématique, notant au passage que le développement de la surveillance dans l'Empire du Milieu s'était constitué en partie grâce à des transferts de technologies américaines, « restreignant considérablement la libre-circulation de l'information vers le peuple chinois ». Dès lors, « [...] un nouveau consensus est en train d'émerger dans toute l'Amérique ». Selon lui, il est désormais impératif d'en tenir compte dans les échanges commerciaux à venir avec la Chine, pour que les grandes firmes américaines ne se rendent pas complices des politiques répressives de Pékin, et ne lèguent par la même occasion,

des technologies sensibles à l'adversité pouvant impacter à terme la sécurité nationale des Etats-Unis. Rappelant les actions d'ingérences cybernétiques patentes – d'un niveau exceptionnel – auxquelles se livrerait la Chine en coulisses dans les affaires politiques internes de l'Amérique... Pence est on ne peut plus clair quant aux données du problème. Pour le colistier de Donald Trump, les multinationales américaines ne peuvent pas avoir comme seule boussole la recherche exclusive de profits. Il invite donc en creux leurs dirigeants à faire comme nombre d'autres chefs d'entreprise qui, affirme-t-il, sont de plus en plus nombreux à se demander si l'accès au marché chinois, aussi lucratif soit-il, est une si bonne idée que cela à moyen et long terme... Un funeste trompe l'œil en somme.

Le dossier a pris une telle ampleur outre Atlantique qu'elle avait conduit Sundar Pichai, le PDG de Google, à prendre la parole pour déminer la polémique. Mi-août, celui-ci avait en effet déclaré à ses employés que le moteur de recherche « Dragonfly » n'était qu'une réflexion « exploratoire », et que sa firme n'était « pas près de lancer un produit de recherche en Chine ». D'aucuns ont pourtant noté qu'à aucun moment un engagement clair de sa part n'a été pris afin d'isoler la Chine... D'ailleurs, la direction de l'entreprise américaine a depuis poursuivi « sa réflexion » en faisant remarquer que la mission qu'elle s'est attribuée « est d'organiser l'information du monde ». Or, « la Chine représente un cinquième de la population mondiale » a ajouté Sundar Pichai. Dès lors, « je pense que nous devons réfléchir sérieusement à la façon de faire davantage en Chine »... On le voit ici, les arrière-pensées mercantiles immédiates n'ont pas totalement quitté la direction de la multinationale californienne, malgré les déclarations de façade de son CEO devant le congrès américain le 11 décembre 2018. Pichai ayant entre-temps admis que l'idée initiale de ce moteur destinée à la Chine ne sera pas complètement abandonnée pour autant, mais sans donner plus de détails sur le sujet. Le projet « Dragonfly » est donc en suspens « au moins à court terme ». Sûrement le temps que le CEO de Google ne trouve un moyen détourné pour convaincre en coulisses les autorités de son pays de l'utilité cachée d'un tel outil s'il était – in fine – adopté par la Chine...

Cette situation est-elle en train d'évoluer ? Si la "naïveté" est plaidée aussi bien par l'entreprise américaine « Thermo Fisher » que parle Dr Kenneth Kidd, une prise en compte des problèmes sous-jacents posés par de tels transferts de technologies sensibles peut-elle s'affranchir d'un cadre légal plus strict que pourraient imposer les autorités américaines afin de préserver les conditions de leur sécurité nationale ?

Dans le cas qui nous occupe, et en la circonstance, la société « Thermo Fisher » aura plus rapidement cédé que Google à l'émoi général causé dans l'opinion publique par la révélation de cette dernière affaire, et à la vindicte populaire faisant suite à la publication dans le New York Times de l'enquête menée par la journaliste Sui-lee Wee, le 21 février dernier.

La multinationale américaine spécialisée dans le matériel de laboratoire a en effet depuis décidé de stopper net la livraison de ses séquenceurs génétiques. Ceux-là même qui permettent aux autorités chinoises de cette province, d'automatiser le traitement des prélèvements d'ADN effectués sur les habitants du Xinjiang. Une technologie accusée au demeurant de grandement faciliter le fichage ADN de la population locale en sous-main, à des fins de répression politique. Et plus particulièrement la minorité musulmane des Ouïghours qui y réside : « Nous reconnaissons qu'il est important de prendre en compte la manière dont nos produits sont – ou peuvent être – utilisés par nos clients », a affirmé dans un communiqué, le géant américain qui réalise pourtant 10 % de son chiffre d'affaires en Chine...

Dans la presse d'actualité, Maya Wang, la spécialiste de l'Asie du Sud Est pour l'ONG Human Right Watch (qui avait en outre participé à la rédaction du rapport de 2017 de son organisation sur la surveillance biométrique chinoise), confirme que « le prélèvement d'ADN peut être légal s'il existe un cadre réglementaire strict et que le patient est informé sur la finalité de l'opération. Ce n'est absolument pas le cas au Xinjiang où, à nos yeux, ce fichage est une violation pure et simple des droits de l'Homme [...] Les prélèvements de données biométriques sont un élément central du système de surveillance massive mis en place par Pékin dans le Xinjiang [...] Il permet de créer une sorte de carte d'identité génétique de chaque résident, qui est ensuite associée à toutes les autres données collectées grâce aux nombreuses caméras de surveillance et autres dispositifs high-tech déployés dans cette province ».

Le propos est clair, abrupt et sans détours. Il résume en outre parfaitement la situation dantesque et dangereusement Orwellienne qui étreint les populations chinoises ciblées.

Comment évaluer les collaborations entre Chine et Europe sur de telles questions ? Le risque de voir à l'avenir d'autres entreprises occidentales ou centres de recherches, impliqués dans des cas semblables de violation manifeste des droits de l'homme en Chine est-il à prévoir ?

Outre Google précédemment citée, « Thermo Fisher » n'est pas la seule entreprise américaine à avoir collaboré avec le régime de Pékin. Depuis 2017. Les colonnes de Libération révèlent qu'Erik Prince, frère de Betsy De Vos, la secrétaire à l'Education du gouvernement de Donald Trump, et ancien patron emblématique de l'entreprise de mercenariat « Blackwater » qu'il a revendu en 2010 (coupable en outre de nombreuses exactions contre des civils en Irak), collabore activement avec les autorités chinoises. Sa nouvelle société de sécurité hongkongaise « Frontier Services Group », fondée en 2014 et dirigée par Chang Zhenming, a d'ailleurs annoncé avoir passé un accord préliminaire pour gérer un « centre d'entraînement » dans la ville de Kashgar. La seconde ville de la province du Xinjiang indique également dans ses colonnes le journal Libération dans un article signé de la journaliste Laurence Defranoux.

Selon un communiqué officiel chinois, le contrat se montrait à environ 6 millions de dollars, et le centre devait avoir une capacité d'entraînement de 8 000 personnes par an. Face au tollé provoqué par ces révélations aux Etats-Unis, Erik Prince aurait assuré, contre toute vraisemblance, n'avoir pas été averti de la signature de ce contrat spécifique. Sujet particulièrement sensible au demeurant en France, puisque des contrats chinois semblables, qui portent sur des sommes relativement identiques, pourraient aussi impliquer dans leur sillage le sulfureux Alexandre Benalla. Plus précisément, pour créer un « important centre » de formation dans la région de Guangzhou, dans le sud de la Chine, d'après les dernières révélations de Louis de Raguanel, pour Valeurs Actuelles, qui affirme en outre avoir reçu confirmation de l'intéressé : « Le groupe chinois – réputé proche de l'appareil d'État – propose des solutions de services de sécurité, de logistique et d'assurance pour des clients en zones frontalières. Il recourrait jusque-là principalement à de la main-d'œuvre américaine, française et russe pour assurer la sécurité de ses infrastructures et de ses effectifs en Afrique », indique à ce titre Valeurs Actuelles. Pur hasard, le montant cité de 7,2 millions de dollars par Louis de Raguanel se révèle en outre très proche

des 6 millions de dollars contractualisés par la société « Frontier Services Group », et révélé par le communiqué officiel des autorités chinoises elles-mêmes. Un lien que semblent avoir démenti de son côté la société « Frontier Services Group », envisagé par certains comme le « portrait chinois » de l'entreprise décrite en creux par Valeurs Actuelles dans ses colonnes. Notons toutefois que « Frontier Services Group » intervient dans la gestion d'un « centre d'entraînement » dans la ville de Kashgar, la seconde ville de la province du Xinjiang, quand Valeurs Actuelles indique pour sa part un centre de formation situé dans le sud de la Chine cette fois, dans la région de Guangzhou.

Selon la responsable associative Maya Wang, l'entreprise américaine Thermo Fisher a joué un rôle central dans la mise en œuvre de ce dispositif de fichage massif chinois, car « pour des technologies de pointe comme le séquençage génétique, la Chine dépend encore beaucoup du savoir-faire d'entreprises étrangères », note-t-elle en outre. À en croire ses déclarations que l'on peut estimer instruites, la société américaine serait la seule entreprise étrangère à fournir des séquenceurs génétiques au régime de Pékin. D'après l'agence de presse « Chine nouvelle » que l'on sait rattachée au gouvernement de Pékin, 36 millions d'échantillons auraient été collectés entre 2016 et 2017, sans que l'on sache si la campagne a dépassé la seule région du Xinjiang, peuplée de 24 millions d'habitants, ou si des échantillons ont été collectés plusieurs fois. Selon plusieurs publications chinoises citées par l'enquête du New York Times, l'un des objectifs prioritaires des autorités chinoises visait à pouvoir trier les informations génétiques ultrasensibles selon des critères ethniques. Et ceci, à des fins de répression menée par le Parti communiste chinois dans sa lointaine province de l'Ouest selon The New York Times, peuplée par 10 millions de musulmans d'ethnie d'Ouïghoure et kazakhe. Leur fichage génétique ayant été grandement facilité par la collaboration active de l'éminent généticien américain Kenneth Kidd. La prestigieuse revue « Nature » avait d'ailleurs confirmé en 2017 que le séquençage était réalisé, grâce aux équipements scientifiques fournis par le groupe « Thermo Fisher », qui a réalisé 24,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2018.

Pour autant, la spécialiste de l'ONG Human Rights Watch regrette vivement que la multinationale « Thermo Fisher » ait attendu si longtemps pour nettement couper les ponts avec les visées liberticides de la Chine. Human Right Watch avait d'ailleurs adressé à ce titre – courant 2017 – deux courriers à la multinationale américaine, afin d'alerter celle-ci sur les usages détournés par la police chinoise de leur matériel médical. Dans la foulée de cette action début 2018, la commission du Congrès américain sur la Chine avait rapidement demandé à la multinationale d'éclaircir son rôle exact dans la surveillance des Ouïghours. Les dirigeants de Thermo Fisher ont à chaque fois plaidé – business oblige – « l'impossibilité de surveiller l'utilisation de leurs produits par tous leurs clients ». « Science sans conscience », l'adage est bien connu...

Pour l'heure, l'arrêt partiel de cette collaboration ne concerne que la province du Xinjiang, déplore Maya Wang. Alors même que le régime Chinois autorise aussi la collecte des données ADN au niveau national, toujours via l'usage du matériel fourni par « Thermo Fisher » pour traiter ces informations. « Même si c'est de manière beaucoup moins systématique qu'au Xinjiang, cela n'en reste pas moins très problématique au regard des droits de l'individu », note la responsable associative dans les colonnes de Libération. Enfin, elle craint « que Pékin fasse parvenir les séquenceurs génétiques aux autorités du Xinjiang, même s'ils ont été livrés ailleurs dans le pays » pour d'autres buts... Cette occurrence de contournement sera sans aucun doute très tentante pour les autorités de Pékin.